

[Texte]

There was very poor accountability to the federal Parliament.

The Chairman: It would seem if you are really going to zero in on federal-provincial programs, if there comes a point where the Auditor General of Canada is not supposed to go any further, then he no longer has control really to report on that program. It is like blocking up a river. Once the water flows over the dam, you have no more control of it. Public funding that goes down through the streams from the federal government to wherever is still part of the public purse and part of the public spending. Objectively, that is what I would like to see our committee stick to. Our job is really to follow the spending of public funds and to make sure they are spent properly. If we do not do that, then we cease to be really a watch-dog committee.

I think members on the committee have had a good discussion on this issue this morning, and out of this discussion may come a desire to clarify the position of the Auditor General. But I would hope it would be in such a way as not to inhibit in any way his duty as Auditor General of Canada for all money spent. I think that is the bottom line we must remember throughout the entire discussion. So I appreciate all the candid remarks that have been made.

Mr. Wilson: What concerns me, Chairman, is the involvement outside of Parliament and outside of this committee. I think I agree with just about everything I have heard, that the Auditor General should decide what to audit, how to report it. He should be perfectly able to report. He has done so. We have it in front of us. We are talking about it. The question in my mind is whether his office or he personally, I guess, needs to be drawn into partisan provincial politics, partisan whatever. There is a potential there, in my estimation, to go beyond provincial committees. There could be inquiries. There could be commissions. I can see an endless number of possibilities. I think once a precedent is established, it is wide open.

My remarks, I want to stress again, are not political in any way, shape, or form. I think this committee is perfectly capable of examining this particular fund the Auditor General has singled out. It is our job, in fact. I believe it is up to our committee to look at it with the material and the assistance of the Auditor General.

Let us just forget about Nova Scotia for a moment. It could be British Columbia, and it could be another program; it could be virtually any entity where federal government money is being spent, and the Auditor General has a duty to assist Parliament in accounting for it. I think that is the role.

[Traduction]

sont pleinement justifiés. On a très peu rendu de comptes au Parlement fédéral.

Le président: Si vous comptez véritablement concentrer toute votre attention sur les programmes fédéraux-provinciaux, si l'on en arrive au point où le vérificateur général du Canada n'est pas censé aller plus loin, à ce moment-là il n'a plus vraiment de contrôle pour faire un rapport sur ce programme. C'est un peu comme lorsqu'on bloque les eaux d'une rivière. Une fois que l'eau commence à passer au-dessus du barrage, il est impossible de la contrôler. Les fonds publics que le gouvernement fédéral achemine vers d'autres secteurs sortent néanmoins du Trésor public et font partie des dépenses publiques. J'aimerais que notre comité s'en tienne à cette question. Notre tâche consiste à surveiller les dépenses de deniers publics et à nous assurer qu'elles sont effectuées à bon escient. Si nous ne le faisons pas, alors nous cessons d'être vraiment un comité de surveillance.

Les membres du comité ont longuement discuté de cette question ce matin, et ils souhaitent tous que la position du vérificateur général soit plus clairement définie. J'espère toutefois que, ce faisant, on ne l'empêchera pas d'assumer sa fonction de vérificateur général du Canada à l'égard de tous les fonds de pensés. C'est là le fin mot de l'histoire, et nous ne devons pas l'oublier pendant toute cette discussion. C'est pourquoi j'apprécie la franchise des remarques qui ont été faites.

M. Wilson: Ce qui me préoccupe, monsieur le président, c'est le rôle que joue le vérificateur en dehors du Parlement et de notre comité. Je suis d'accord avec tout ce qui a été dit, à savoir qu'il incombe au vérificateur général de décider quels secteurs doivent faire l'objet d'une vérification et comment préparer son rapport. Il doit être tout à fait en mesure de le faire. C'est ce qu'il a fait et nous avons ce rapport sous les yeux. C'est l'objet de notre discussion. Je me demande si son bureau ou lui-même a besoin d'être mêlé à des questions sectaires de politique provinciale. À mon avis, l'affaire risque de se répercuter au-delà des comités provinciaux. Il peut y avoir des enquêtes, des commissions. J'entrevois un nombre interminable de possibilités. Une fois qu'un précédent est créé, c'est une porte grande ouverte.

Je le répète en insistant, mes observations ne sont nullement politiques. J'estime que le comité est tout à fait à même d'examiner le fonds particulier dont parle le vérificateur général dans son rapport. C'est notre tâche, en fait. C'est à notre comité qu'il incombe d'examiner cette question grâce à la documentation et à l'aide fournies par le vérificateur général.

Oublions un instant la Nouvelle-Écosse. Il pourrait s'agir de la Colombie-Britannique, ou d'un autre programme; il pourrait s'agir pratiquement de n'importe quel secteur où l'on dépense des deniers publics, et le vérificateur général a le devoir d'aider le Parlement à en rendre compte. Voilà quel est son rôle, selon moi.